Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 100
Mai 2018

le libertaire
revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Dejacques en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

A contre-courant

A contre-courant des Valls, des Macron et de ceux qui ont l'pognon

Ce n'est pas tant l'augmentation de la CSG pour les retraités (quoique ce n'est jamais agréable de se faire ponctionner, surtout quand on gagne 1300 €) qui est intolérable, c'est le fait que 40% des retraités gagnent moins de 1200 €, c'est-à-dire que nombre de retraités sont dans la misère.

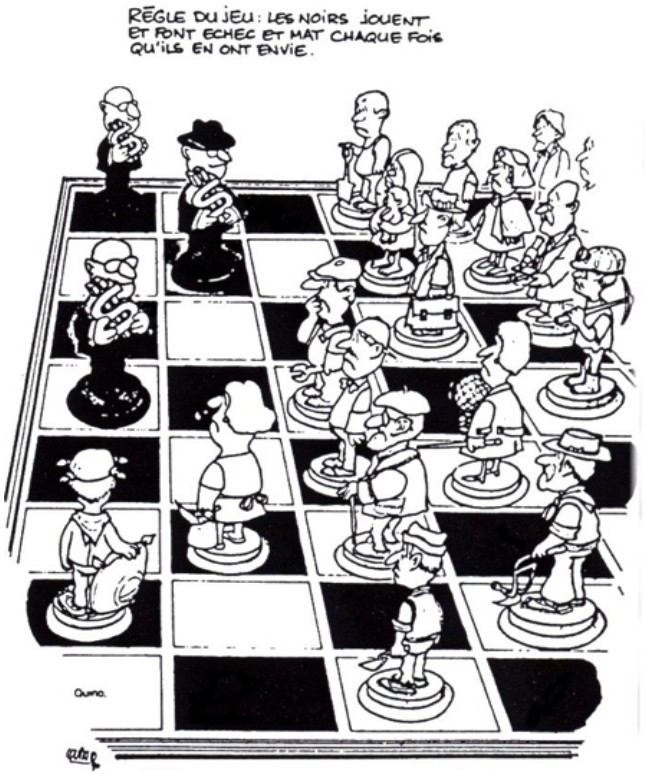
Si les étudiants ont raison de se mobiliser contre l'orientation actuelle de l'université, le combat prioritaire devrait être celui de l'accès pour tous et toutes aux grandes écoles, jusque-là réservées aux enfants issus de milieux bourgeois de par les droits d'inscription fort élevés pour des bourses ouvrières.

Qui est vraiment violent ? Celui ou celle qui casse des abris-bus ou les publicitaires qui à longueur de panneaux nous dévoilent une image dégradante de la femme ? Qui est vraiment violent ? Celle ou celui qui casse un Mac Do ou ce même Mac Do qui représente la malbouffe ainsi qu'un modèle social rabougri et une exploitation éhontée de son personnel ?

Le CDI serait obsolète mais il l'est déjà car 70% des embauches se font aujourd'hui en CDD de moins d'un mois. A qui veut faire croire qu'en supprimant tous les CDI, les travailleurs seraient mieux protégés ? Les fonctionnaires seraient trop protégés et nantis, les cheminots et cheminotes seraient des privilégiés, les salariés à statuts dans le privé empêcheraient les entreprises de faire des bénéfices. Le discours libéral des Macron et consorts veut nous réduire au rôle de simples exécutants n'ayant plus de contact avec l'humain, supprimer tout ce qui a trait au collectif, bref nous jeter dans les bras d'une société ubérisée et Amazonienne.

Air France : Janaillac a perdu et c'est tant mieux. Le gouvernement par la voix de Le Maire et Borne appelle chacun à la responsabilité. Et la responsabilité du gouvernement là-dedans ? A trop tirer sur la corde, le patronat peut se retrouver dans l'impasse. Qu'il y reste et que les salariés relèvent enfin la tête et servent d'exemple aux autres corporations.

Ce n'est pas tant Macron qui exhorte les catholiques à s'engager politiquement, comme s'ils ne l'étaient pas dans la Manif pour tous par exemple, que les Valls et autres pieds-nickelés de la laïcité qui m'énervent. Sérieusement, ont-ils milité dans l'Amicale Laïque de l'école de leur(s) enfant(s) ? Se sont-ils engagés contre les lois anti-laïques votées par la droite : lois Guermeur, Debré…Macron, lui, renvoie l'ascenseur aux béni-oui-oui qui l'ont formaté. C'est sa conception de l'immaculée reconnaissance.



C'est qui les casseurs ?

C'est Macron et sa bande.

Qui casse les services publics, la SNCF…Qui dit qu'il n'y a pas d'argent magique et laisse le personnel hospitalier et celui des EHPAD, en souffrance. Qui veut s'en prendre au statut des fonctionnaires ? A la justice ? Qui souhaite supprimer 120000 postes de fonctionnaires alors que la Fonction publique est déjà à l'os ?

Qui veut rapprocher l'Etat et la hiérarchie catholique au risque de remettre en cause la laïcité ?

Qui a supprimé l'ISF, qui s'en prend à l'exit Tax au profit des plus riches ?

Qui privatise pour que les actionnaires s'en mettent encore plus dans les poches ?

Qui est pote avec Trump ? Qui rend encore plus difficile les possibilités d'accueil des réfugiés ?

Qui s'attaque à l'école et à l'université ?

Qui envoie l'armée à Notre-Dame des Landes ?

Ce sont les casseurs ultralibéraux ! Cette caste de députés LRM, ambitieuse, forgée au libéralisme le plus réactionnaire et qui soutient le monarque.

Les voilà les extrémistes qui assument leur casse sociale.

Pour changer de société, créons les alternatives nécessaires. Les alternatives ne passent pas par les politiciens ni leurs courroies de transmission syndicales.

Petite question à Edouard Philippe. Quand la CNT du Havre qui comptait une centaine d'adhérents a demandé des locaux syndicaux à la mairie, ses prédécesseurs n'ont jamais répondu favorablement. Parce que la dictature, c'est ferme ta gueule et la démocratie, c'est cause toujours ! Quand on ne peut militer légalement, on trouve d'autres chemins. L'Etat est à l'origine d'une politique de tension. C'est une stratégie qui consiste à trouver des coupables préfabriqués afin d'annihiler toute contestation ultérieurement. Pour l'instant, les libertaires vont continuer à soutenir tout ce qui subvertit l'ordre établi car il ne nous sied guère. Mais nous ne sommes pas dupes et savons que le pouvoir a pour but d'éradiquer tout mouvement contestataire qui le met en péril, d'où ses manipulations et parfois ses méthodes de barbouzes.

A bas la casse sociale !

Nous ne tirerons pas à boulets rouges sur les Blacks Blocs

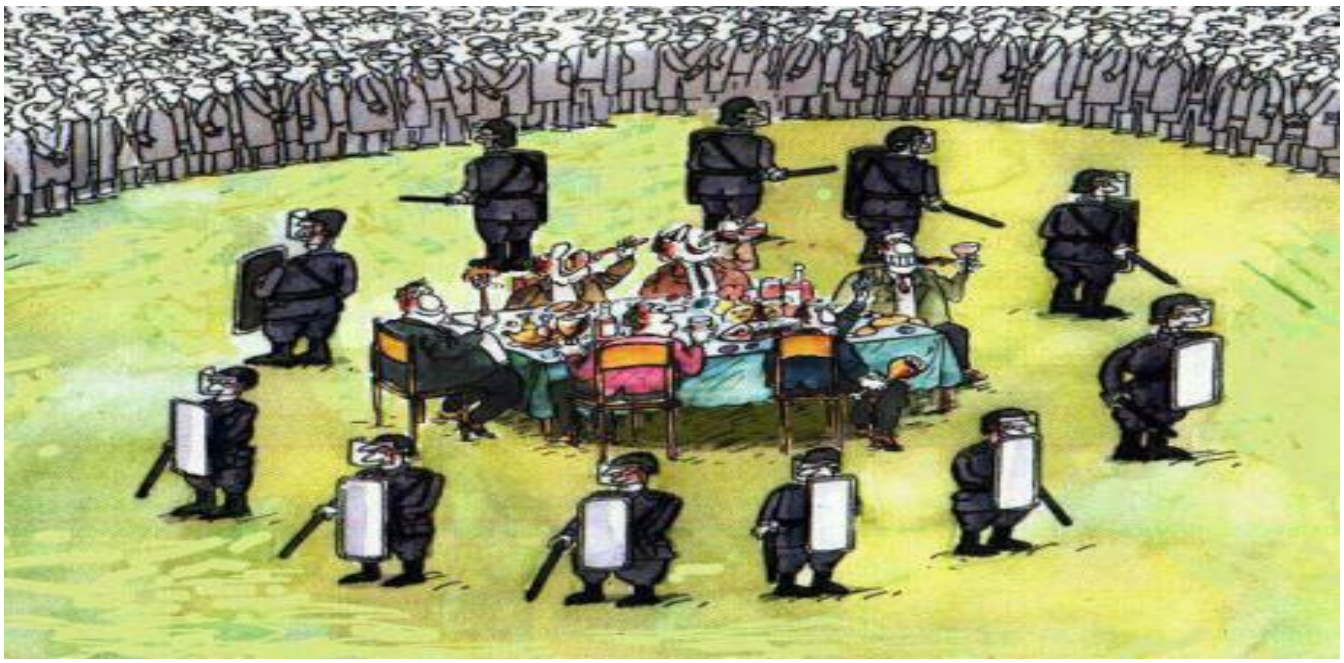
Contrairement au gouvernement, nous ne légitimons pas la violence. Force est de constater qu'à Notre-Dame des Landes, les militants non-violents ont été gazés. Les chants, les chaînes humaines, l'intergénérationnel, rien n'a résisté au rouleau compresseur de l'Etat. Seuls, les militants offensifs, résistant aux militaires, ont été efficaces pour lutter contre l'avancée des militaires. Le pouvoir a donc légitimé la violence, du moins son efficacité pour résister. A la violence de l'Etat, qui est la première violence, celle qui en appelle d'autres, les Zadistes offensifs ont lutté pied à pied avec l'énergie du désespoir, malgré un rapport de force qui leur était défavorable : 2500 militaires mobilisés, utilisation de drones, de blindés…et des milliers de grenades de toutes sortes lancées contre les résistants. Drôle d'époque qui nous rappelle qu'historiquement, dans les conflits entre le capital et le travail, c'est l'armée qui opère, charge et protège les puissants. Nous avons eu cependant l'impression

que la Zad fut un test grandeur nature pour le pouvoir, un exercice pour tester la volonté zadiste en milieu rural puis pour liquider un stock de grenades périmées. Faut bien utiliser les armes payées par le contribuable. On est dans le développement durable, il faut éviter le gaspillage. En plus, si on peut blesser quelques manifestants au passage, pourquoi s'en priver ?

La manifestation du Premier mai 2018, c'est le pendant de la Zad mais côté urbain. D'ailleurs, on pourrait se poser la question suivante : pourquoi mobiliser 2500 militaires pour déloger 200 Zadistes à NDDL et seulement 1500 policiers à Paris, sachant qu'il y aurait de la baston ?

nous la comprenons. C'est no futur pour la jeunesse ouvrière et le déclassement pour les enfants des classes moyennes. Alors, on attend sagement que Macron, ancien ministre de Hollande, continue à faire des cadeaux aux plus riches ?

Mercantilisme, aliénation, soumission aux actionnaires, au patronat et à l'Etat, inégalités qui s'accroissent, pollution qui met en danger l'humain aujourd'hui (7 millions de morts par an dans le monde) et les générations futures. Le sursaut ne viendra pas des politiciens qui ont un raisonnement à court terme et défendent les intérêts des grands de ce monde.



Mais revenons à nos moutons, pas ceux de la Zad mais à ceux du Premier Mai. Les gens comme dirait l'imbécile de Mélenchon qui a prétendu que les Blacks Blocs étaient d'extrême droite (vieille rengaine stalinienne), en ont ras-le-bol des manifs ballons qui servent uniquement à compter la présence militante et les divisions syndicales. Pendant des années, nous avons été bercés par « Olélé, olala, on est toujours là, avec la CGT » et autres niaiseries du même style pour faire peuple.

Puis, changement d'airs après les manifs des retraites, on est passé à « C'est dans la rue que ça se passe ». Et bien justement, avec les Blacks Blocs, c'est dans la rue que ça se passe. Cette manifestation du Premier Mai 2018 a ringardisé au possible la manifestation syndicale. Tout d'abord, un tiers des manifestants s'est retrouvé hors cortège syndical, c'est à noter. Finies les sauteries staliniennes ! L'argument éculé qui consiste à dire que les violences ont occulté les revendications des travailleurs est d'un pathétique. Les revendications sont occultées par le gouvernement, lui-même, qui renvoie les syndicats, jouer seuls, dans leurs cours.

Nous nous sommes toujours opposés à la violence mais

Le sursaut ne viendra pas des syndicats qui ont failli et jouent leur survie en essayant de maintenir les subventions étatiques afin de sauvegarder le corps des 50 000 permanents français, étant donné que les cotisations des adhérents représentent la portion congrue du budget syndical.

Alors que faire ? Autre chose, c'est sûr. Les guerres picrocholines entre partis politiques écoeurent de plus en plus les citoyens. Les élections ne changent rien, ou empirent une situation déjà peu réjouissante : la preuve avec les députés Macron, godillots de leur mentor. Parallèlement, tout comme 1968, les jeunes (et moins jeunes) sont matraqués, gazés, humiliés…leurs revendications sont foulées au pied. En 1964, paraissait le livre de Bourdieu et Passeron, « Les Héritiers ». Ce bouquin faisait le lien entre inégalités et classes sociales ; il nous montrait comment le système scolaire reproduisait les inégalités.

En 2018, la situation n'a que peu évolué. Et ce n'est pas avec Blanquer que l'école changera car les élites tiennent à maintenir leurs pouvoirs. La reproduction sociale les conforte dans leur caste. Aussi, une jeunesse, moins fortunée mais instruite aussi, remet en cause cet ordre

social. Nous avons la mémoire des vaincus et aux matins du grand soir succèdent surtout les matins blafards qui nous cafardent, comme la lune de Léo Ferré.

Alors la guérilla urbaine, les affrontements…ne représentent qu'un épiphénomène de la lutte des classes. Nous n'hurlerons pas avec la meute des scandalisés des violences du Premier Mai. Ils y sont pour beaucoup dans la dégradation de la situation sociale, hypocrites qu'ils sont. Macron, au premier chef, en premier de cordée. Cependant qu'il nous soit permis d'avoir un doute et nous pensons que le pouvoir a une arrière-pensée et entend utiliser cette violence pour la retourner contre ceux qui en font usage. On nous assène que les Blacks Blocs sont très organisés, qu'ils utilisent un langage crypté, qu'ils ont des ramifications internationales…Connaissant bien le système policier, nous savons que le cryptage n'a pas de secret pour les experts de la défense nationale. Nous connaissons la propension de la police à infiltrer tout groupe qu'il considère comme dangereux. Il suffit de consulter les archives de police : affaire Métivier à la CGT en 1909, étudiants infiltrés en 1968 par le SAC et les flics…

Bien entendu, nous savons que la plupart des personnes qui ont participé au cortège de tête sont des militants de bonne foi, pleins d'espérance dans une nouvelle forme d'action puisque la non-violence n'a servi à rien jusqu'à présent…Mais, l'Etat est très fort et a toujours une petite idée derrière la tête. La manipulation est l'un de ses points forts. Après les barricades de la rue Gay-Lussac à Paris en 1968, le général De Gaulle a rallié ses partisans pour une manifestation géante sur les champs Elysées, le 30 mai…et en juin, les derniers soubresauts révolutionnaires se firent sentir. Les stations essence furent réapprovisionnées et les parisiens purent partir en week-end puis en vacances…Puis les élections vinrent…et l'on connaît la suite. Pour le gouvernement, l'important, c'est qu'il n'y ait pas de mort. La bataille de l'opinion publique est très importante. Nous le voyons de même dans l'enjeu qui se joue en ce moment avec les cheminots.

L'extrême droite redonne de la voix et des coups de bâton

A chaque fois que l'extrême droite prend le bouillon sur le plan électoral, l'extrême droite de l'affrontement physique prend le dessus, histoire d'occuper le terrain. Philippot parti, Marine Le Pen et ses conseillers, anciens mégrétistes félons, revient à ses fondamentaux : propos islamophobes remplaçant au moins en façade les propos antisémites de son père, racisme identitaire, néolibéralisme teinté de compassion pour les victimes de la crise économique, nationalisme et culture du chef…

Parallèlement, les Gudards entendent moderniser l'extrême droite et après s'être entraîné à la baston, très viriliste, prennent le créneau social en ouvrant « Les Bastions » du même nom. Convivialité, sport de combat, virées entre potes, actions sociales avec leur soupe au cochon destinée aux Français de souche, l'extrême droite fait des actions de communication dont celle menée contre les migrants au col de l'échelle dernièrement. Opérations coups de poing comme à l'époque de leurs prédécesseurs Madelin et consorts. Occupation d'immeuble à l'instar des fascistes italiens de CasaPound. Les militants du Baston social s'implantent un peu partout et maillent ainsi le territoire. Ils commencent par le Sud, remontent sur la Savoie…et si rien ne les arrête, on les verra distiller leur venin partout en France. Ils sont aussi sur la ligne ni gauche ni droite occupée de manière opportuniste par Macron.

« La Manif pour tous » a permis aux néofascistes de refaire surface. Marion Maréchal Le Pen n'a pas été la seule bénéficiaire de cette mobilisation. Les anciens Gudards se rendent à nouveau visibles et attaquent les étudiants qui occupent les Facs comme dans le bon vieux temps. La seule différence, c'est qu'aujourd'hui l'extrême droite électoraliste pèse, puisque le F.N. ou le Rassemblement national ont nombre d'élus et que leur leader est arrivée au deuxième tour de la présidentielle.

Malgré tous leurs efforts pour se rendre crédibles, l'extrême droite n'a toujours rien à proposer comme alternative au capitalisme d'aujourd'hui. C'est pour cela que les élites et le patronat ne lui emboîtent pas le pas.

En attendant, nous autres libertaires, nous n'oublions pas que ces nationalistes révolutionnaires se réclament de la phalange espagnole de sinistre mémoire et que les premiers à être victimes de leur férocité animale, ce sera nous. C'est pour cela qu'il faut les avoir à l'œil et les combattre notamment sur le plan des idées car les leurs fleurissent.

Quand réussite et mérite riment avec élite

L'un des piliers trompeurs d'une croyance entretenue, à savoir la croyance qui consiste à penser qu'intelligence et réussite socio-professionnelle vont de pair, n'est autre que l'institution scolaire. Ne nous méprenons pas, en aucun cas il ne s'agit ici d'affronter intellectuellement le principe même de l'école. Fondamentalement, celle-ci renferme en elle ce que l'on peut trouver de plus noble, à savoir l'éducation, qui passe elle-même par le partage : le partage temporel, le partage spatial, le partage manuel, le partage intellectuel, le partage empirique... Autrement dit, la transmission de connaissances, moteur de l'ouverture multidirectionnelle d'horizons potentiels à explorer pour un enfant dans la découverte de son être.

Pour autant, une autre école existe. C'est l'école de la compétition, de la course au mérite et à la reconnaissance sociale. Celle de la hiérarchisation arbitraire des filières d'études, des individus les uns par rapport aux autres, pour finir par la hiérarchisation ultime qu'est celle des professions. Aux yeux de l'individu lambda, quelque peu conditionné jusqu'à la construction et au maintien d'un inconscient populaire – donc relativement partagé - il semble en effet que l'humble paysan de la Creuse ne bénéficie pas de la même estime que le haut fonctionnaire d'Etat fraîchement sorti de l'ENA. D'ailleurs, telle une mécanique parfaitement entretenue, c'est plutôt le second qui bénéficie de ladite reconnaissance, qu'elle soit sociale, médiatique, politique...

Mais peut-on réellement affirmer d'une corrélation entre intelligence et accession à des filières ou postes hautement reconnus – encore une fois selon le paradigme voulu par la société ?

Nous faisons alors face à un obstacle primaire : qu'est-ce que l'intelligence ? Permettons-nous justement de quitter le paradigme tout juste évoqué, afin de s'orienter vers de nouvelles façons de considérer cette même intelligence.

Cette dernière a cette fâcheuse tendance à être associée au critère de la réussite scolaire, au parcours rose de l'élève modèle titulaire d'une mention au baccalauréat – a fortiori s'il est issu d'une filière générale – orienté par la suite vers une école ayant acquis la grâce sociale. Or il semble assez manifeste que ces parcours tant reconnus éduquent davantage au conformisme absolu, à l'obéissance, à l'apprentissage ou à l'action dénués d'esprit critique.

Nous pourrions ainsi définir l'intelligence, par opposition à ces conséquences intellectuelles de la passivité et de l'obéissance, par la capacité à confronter des informations et des idées, à en faire une synthèse, une capacité à la remise en question, au doute permanent.

Mais aussi et bien avant de citer ces quelques aptitudes, celles qui peuvent apparaître comme des qualités louables et indispensables à leur mise en pratique sont la réflexion personnelle, la curiosité, la soif d'apprendre et de découvrir, l'écoute bâtie sur une certaine humilité, pour ne citer qu'elles. A quelle fréquence, au cours d'une scolarité que l'on qualifierait de classique, l'enfant est-il amené à développer ces aptitudes ? Rarement à n'en pas douter.

Nos dirigeants usent sciemment de ce statut d'élite et ont bien compris qu'il était clairement dans leur intérêt de l'entretenir. Il leur offre naturellement la posture de classe supérieure, douée de maîtrise et de connaissances inaccessibles aux petites gens. Pour ces dernières, parallèlement et malheureusement, cette hiérarchie sociale et d'intelligence les poussent jusqu'à l'auto-persuasion.

Quoi de plus dramatique qu'un peuple convaincu de sa pseudo-infériorité, déléguant les conditions de son existence et de son devenir à des bureaucrates formatés eux-mêmes intimement convaincus de leur supériorité ?

L'intelligence ne s'achète pas et ne s'acquiert pas dans les grandes écoles. Elle se construit, que ce soit par le biais du développement personnel, la curiosité, le refus de l'indubitable ou encore par une éducation ouverte sans orientation définie et cloisonnée.

En outre, mettons en lumière le fait que la remise en

question de cette croyance n'est le fruit d'un sentiment de jalousie pour personne. Elle est plutôt l'affirmation de la volonté d'une reprise en main par les classes moins considérées de leur juste place, nécessitant le refus de tout complexe d'infériorité.

A l'heure où Macron tabasse toute revendication ou expérimentation alternative par des réformes technocratiques et par la répression, cette reprise en main prend d'autant plus son sens.
Si la reprise en main de nos devenirs respectifs et du devenir de la société apparaît comme une nécessité légitime et impérieuse, elle devra s'appuyer sur une reconnaissance de nous-mêmes à nos justes valeurs dans un élan de construction modelé autour du pivot central qu'est l'éducation. Une éducation libre de tous avec tous.

Léo

Propos sur l'éducation libertaire

Ce texte n'a pas la prétention de reprendre l'ensemble des thèmes et des écrits, contemporains ou non, sur l'éducation et la pédagogie libertaires. Il se veut une réflexion libre, ancrée à la fois sur des lectures et des pratiques mises en oeuvre en formation d'adultes. «Andragogie» libertaire -pour peu qu'on accepte ce terme d'origine canadienne- régulièrement pratiquée aujourd'hui, mais trop rarement, pour ne pas dire jamais, décrite ou théorisée.

Mon propos sera ici général, non normatif, et se limitera à quelques rappels, soit historiques, soit de principes. Sans revenir sur un débat essentiel, qui consisterait à pointer les différences entre éducation libertaire et pédagogie libertaire, il me semble nécessaire de souligner que l'éducation libertaire ne se limite pas à la seule pédagogie (en tant qu'ensemble d'outils, de méthodes, de démarches et d'attitudes), mais que peut-être elle l'englobe. De toute façon, l'éducation ne saurait être déléguée à un quelconque corps de spécialistes, fussent-ils libertaires. Cette éducation, qui passe néanmoins par la fréquentation de professionnels et d'institutions filialisés à cet effet, ne saurait y demeurer confinée.

L'éducation libertaire est l'affaire de tous et toutes. Les pédagogues, c'est-à-dire ceux et celles à qui l'on confie la conduite des enfants (sens étymologique de pédagogie), ne peuvent -et n'en ont pas la prétention d'ailleurs- mener seuls et à bien la grande aventure éducative. Dans un premier temps, cette exigence implique, en matière d'éducation, une pluralité de lieux, des espaces et des acteurs. Puis, lorsque le processus éducatif est enclenché, elle propose de donner à chacun les outils et les ressources utiles à sa propre trajectoire. L'éducateur s'effaçant alors au profit du «facilitateur», tel qu'il fut défini par Carl Rogers. Il ne suffit pas de pratiquer les pédagogies dites actives. Il faut les finaliser et leur donner du sens et un sens, en bref, en faire des outils et non des fins. Elles sont une sorte de « ruse « pédagogique, au service de l'autonomie que doivent conquérir les «apprenants».

Il semble aussi important de souligner ici la nature pragmatique de cette pédagogie. En effet, la pédagogie libertaire n'est pas une théorie de l'éducation surgie ex nihilo, c'est-à-dire du cerveau génial d'un penseur allemand réfugié à Londres, par exemple, mais l'ensemble de la théorie anarchiste : c'est une théorisation permanente des pratiques diffuses, riches et quelquefois même contradictoires.

La pédagogie libertaire nait donc aussi d'une longue filiation historique, elle s'affirme comme le produit d'histoires et de pensées singulières et collectives. Elle est une, de par les principes qui la meuvent, et multiple par les pratiques et les lieux d'exercice à travers lesquels elle se revendique.

Dans un premier temps, et sans volonté d'exhaustivité, j'évoquerai quelques grands précurseurs et praticiens de ce courant pédagogique, presque toujours rattachés à des lieux et des expériences réels ou symboliques. J'en exclurai, faute de place, d'autres, souvent les plus connus. Puis j'évoquerai quelques principes régulateurs, qui fondent et animent cette pédagogie.

Précurseurs et praticiens de la pédagogie libertaire

Sans remonter à l'Antiquité grecque, j'aimerai évoquer Rabelais: celui qui, selon moi, fut sans doute un précurseur, sans l'avoir su, de cette forme d'éducation libre. En

effet, Rabelais, à l'époque, fonde à l'abbaye de Thélème -lieu autrement symbolique- avec son «Fais ce que veux» une réflexion pédagogique innovante, pour ne pas écrire révolutionnaire. Il considère que le premier moteur de l'éducation, entre gens socialisés il est vrai, est une attitude active et libre dans un espace libéré du maximum de contraintes. Il s'agit d'un lieu où l'éducation se construit par la liberté et la liberté par l'éducation.

Toute la problématique de la pédagogie libertaire me semble tenir dans ce mouvement dialectique. Autre précurseur: Charles Fourier, qui, dans un espace de vie et de production, le phalanstère, imagine un mode éducatif dans la liberté des passions (on dirait aujourd'hui des désirs, des pulsions, des motivations et des intérêts). Il préconise non seulement l'éducation intégrale, celle de la main et de l'esprit chère aux anarchistes -de PJ Proudhon à S. Faure- mais aussi l'utilisation de la découverte et de la conduite d'expériences multiples, permettant l'essai et l'erreur. De cet ensemble d'expériences naît le vrai choix de l'individu, quant à ses apprentissages et à son activité future. Ce qu'il faut noter, et en cela Fourier fait de l'éducation un enjeu et un acte de responsabilité collective, c'est que l'éducation n'est pas artificiellement déconnectée de la vie de la cité (le phalanstère), et de la production nécessaire à la survie économique de l'organisation.

Cette éducation est intégrée au social sans y être soumise, elle s'alimente du réel économique sans en dépendre totalement, loin s'en faut Proudhon héritera de cette conception de l'éducation, de ces utopie pédagogiques. Le fondateur de la notion d'autogestion, qui fonde l'espoir révolutionnaire sur les capacités des classes ouvrières autonomes, considère que l'école ne doit pas être coupée de la vie et de l'atelier, que le «couple» éducation-production est fondamental, non seulement pour assurer la formation intégrale et pluridisciplinaire des producteurs, mais aussi pour assurer l'indépendance, vis à vis de l'État et de quelques autres, des structures éducatives.

Logique d'action que l'on retrouvera avec S. Faure et la Ruche, ou, de nos jours avec Bonaventure.

Fernand Pelloutier, animateur des Bourses du Travail et inventeur, avec des milliers d'autres, du syndicalisme révolutionnaire, s'inscrit lui aussi, dans ce courant de l'éducation intégrale et libre, lié à un souci d'usage social de la connaissance, sans pour autant, non plus, transformer l'enfant en un petit producteur compétitif et trop souvent exploité dans les ateliers.

Le seul but de l'éducation est de préparer à cette condition future de producteur conscient, par la pluridisciplinarité et la multiplicité des techniques. L'importance de Pelloutier, à mon sens, est qu'il responsabilise le syndicalisme quant au problème éducatif. Parfaitement au clair sur les enjeux que représente l'éducation pour les pouvoirs politiques et cléricaux, il considère qu'elle est le meilleur instrument de domination de l'État. Par conséquent, le syndicalisme, qui est l'outil naturel d'émancipation de la classe ouvrière, doit maîtriser le fait éducatif pour le libérer de la tutelle des pouvoirs et du même coup, oeuvrer à la liberté de tous. C'est pourquoi il militera pour que les Bourses du travail deviennent un lieu d'éducation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, comme les syndicats de la C.N.T. espagnole l'ont fait en leur temps.

Il s'agit donc, non seulement d'instruire pour révolter, mais aussi afin de forger la conscience; qualifier pour mieux résister et, à terme, afin de construire le socialisme dans la liberté. Pour conclure ce rapide aperçu, j'évoquerai la Ruche, lieu réel s'il en fut, qui mit en application ce souhait de faire, de l'espace éducatif un outil au service de l'humanité en veillant à ne pas l'inféoder à un quelconque pouvoir.

En effet, comme le tente Bonaventure aujourd'hui, S. Faure essaya de faire vivre une petite république éducative, en s'appuyant sur son autosuffisance économique et sur la solidarité active de structures et d'organisation sociales participant à son financement Cette volonté de «ne pas dépendre» me paraît essentielle, même si cela n'enlève rien aux autres expériences de pédagogie libertaire menées ici et là; en effet, elle s'affirme le seul moyen de. nous doter de lieux éducatifs autonomes et, pour l'heure, propres au mouvement libertaire.

En effet, autant les pouvoirs -et, au premier chef, le pouvoir d'État qui les finance- peuvent tolérer des structures éducatives dissidentes, marginales et libertaires, tant que celles-ci ne diffusent pas ou ne s'inscrivent pas dans un mouvement social puissant et organisé, autant il est clair qu'ils mettront fin à ces expériences dès qu'elles représenteront une gêne ou un danger pour leur système. C'est pourquoi l'autosuffisance économique est essentielle à terme; c'est sans doute sur ces capacités d'autosuffisance, ancrées dans le social, que l'avenir de la pédagogie libertaire se joue.

Que naissent donc cent petites républiques éducatives et que le syndicalisme révolutionnaire y agite avec responsabilité.

Les principes régulateurs de la pédagogie libertaire
Par ailleurs, quant aux principes de la pédagogie libertaire, j'en resterai à l'énonciation de quelques grands invariants qui semblent fondamentaux. Il m'apparaît aujourd'hui mais n'est-ce pas le filtre de l'éducation des adultes qui agit là ? Que la finalité essentielle de ce processus de l'éducation par la liberté consiste en ce que l'individu, au fur et à mesure du travail éducatif, participe de plus en plus à l'organisation et à la production de ses savoirs.

L'éducation, en cela, est constituante de l'anarchisme, puisqu'elle vise à autoriser l'individu à se produire en tant que personne autonome, soucieuse de développer par la connaissance et la connaissance de soi sa liberté et la liberté des autres, et qu'elle se propose de donner à tous et à toutes un espace dans lequel se réaliser socialement et professionnellement

Comme l'écrivait Pestallozzi, pédagogue suisse du XVIIIe siècle, le projet éducatif tente de permettre à chacun «de se faire libre», compte tenu de ce qu'il est Les théoriciens et les praticiens de la pédagogie libertaire iront eux aussi dans ce sens, comme J-J Rousseau, avant Pestallozzi, l'a préconisé pour Emile, qu'il se proposait de faire «premièrement homme».

L'Encyclopédie anarchiste est sans ambiguïté à ce sujet : «l'éducation a pour but d'éduquer l'enfant pour qu'il puisse accomplir la destinée qu'il jugera la meilleure, de telle façon qu'en toute occasion, il puisse juger librement de la conduite à choisir et avoir une volonté assez forte pour confronter son action à ce jugement».

Ainsi, le but de l'éducation libertaire, et a fortiori de la pédagogie libertaire, consiste à participer à l'élaboration d'un individu libre d'agir et de penser et capable de produire un discours critique sur ses propres choix. En cela, le projet anarchiste d'éducation dépasse la simple accumulation de savoir et se propose de construire un individu capable d'analyse et de recul critique.

Vers des individus libres et autonomes

Si «la liberté est le couronnement de l'édifice éducatif «, former l'esprit «c'est le mettre en garde contre toutes les causes subjectives (intérêt personnel, amour propre, paresse, dépendance d'autrui, principes dogmatiques, goût du merveilleux), qui nous empêchent d'observer et de juger ou nous induisent en erreur dans nos observations et nos jugements» (l).

L'éducation libertaire s'affirme comme une pédagogie rationaliste, voire scientifique qui refuse de faire de l'enfant, et plus tard de l'adulte, un croyant en l'anarchie. Elle prône un individu qui après analyse et réflexion tentera, éventuellement. avec d'autres, de construire l'anarchisme .
Elle n'est donc pas, contrairement à de nombreuses doctrines pédagogiques, une machine à reproduire et à décerveler, mais, au contraire, un mode de production d'individus libres et autonomes, capables de choisir leur rmode d'engagement social.

L'éducation libertaire et son corollaire, la pédagogie, visent, comme, le proposait déjà W. Godwin, «à apprendre à penser, à discuter, à se souvenir et à se poser des questions» (2).

La connaissance, même si elle est indispensable, n'est pas une fin en soi.

Le résultat de l'éducation n'est pas une tête bien pleine, qui offre à l'individu tous les moyens d'agir, tant dans la sphère du travail manuel que dans celle de la pensée et: du travail intellectuel. Elle se propose de doter l'individu, sans négliger ni oublier les influences extérieures, des outils de son autoconstruction.

De plus, l'éducation libertaire -la pédagogie Freinet et la pédagogie institutionnelle s'en inspireront largement- est aussi une école de la vie et des fonctionnellement sociaux. L'enfant doit donc s'éduquer et être éduqué dans la liberté et le respect de l'autre, adulte ou enfant Dans les réunions, écrivait déjà J. Guillaume, les enfants seront complètement libres :

« ils organiseront eux-mêmes leurs jeux, leurs conférences, établiront un bureau pour diriger leurs travaux, des arbitres pour juger leurs différents, etc. Ils s'habitueront ainsi à la vie publique, à la responsabilité, à la mutualité; le professeur qu'ils auront librement choisi pour leur donner un enseignement ne sera plus pour eux un tyran détesté, mais un ami qu'ils écouteront avec plaisir» (3).

Au-delà de la modernité et de l'idéalisme du propos, il convient de souligner que le projet libertaire remet fondamentalement en cause le statut du couple savoir/pouvoir dans la situation éducative. C'est pourquoi, elle fut et elle est encore, en de nombreux lieux, dérangeante et anticipatrice des sociétés futures. En effet, sans se leurrer non plus, le pouvoir n'appartient plus à celui qui sait (l'enseignant), mais, en principe, à tous et à toutes. Le savoir est la résultante, non plus d'une assimilation passive, mais d'un travail individuel socialisé ou d'une activité collective.

L'éducateur n'est plus là pour transmettre un savoir académique, issu de directives et de programmes autoritaires, mais pour favoriser chez les apprenants la production de connaissance en fonction de leurs centres d'intérêt ou de leur préoccupation du moment.

L'enseignant disparaît en se décentrant, et devient un aide à l'apprentissage, qui n'a pour mission que d'aider les apprenants «à trouver les réponses à leurs questions, soit dans l'expérience, soit dans les réunions avec les camarades, soit dans les livres et le plus rarement possible à leur répondre directement eux-mêmes» (4). Il s'agit tout simplement de mettre en acte la très célèbre formule de Blanqui dans l'espace éducatif «ni dieu (omniscient) ni maître (omnipotent)».

Une attitude de vie
Pour clore cette évocation rapide de quelques principes de pédagogie libertaire, j'aimerais ajouter deux

remarques. La pédagogie libertaire, d'abord, n'est pas une pédagogie de l'outil, mais une pédagogie de la démarche et de l'attitude. C'est-à-dire qu'elle ne fonde pas ses résultats sur l'objet de la médiation -tel ou tel livre, telle ou telle méthode, tel ou tel support- mais sur l'aptitude du groupe et de son animateur à mettre en oeuvre un processus éducatif dans la liberté.

Elle est une intention permanente en acte, d'où ses fragilités, et non pas un croyance dans l'infaillibilité de la méthode, d'où sa force. La pédagogie libertaire est une pédagogie pragmatique, non dogmatique, qui repose avant tout sur quelques principes simples et surtout la conscience et la participation active de ceux et de celles qui la mettent en oeuvre en situation et dans un contexte
.
Ma deuxième remarque -mais n'est-elle pas inutile ici ?- consistera à insister sur le fait que la pédagogie libertaire n'a de sens que si elle est mise en acte, conçue et guidée par les apprenants eux-mêmes, en bref qu'elle est faite pour (et par) les éduqués et non pour (et par) l'éducateur.

Il ne s'agit donc pas seulement de se faire plaisir, encore que cela soit aussi recommandé, mais d'agir dans l'intérêt des «citoyens en apprentissage». L'éducation et la pédagogie libertaire sont des principes en action, mais aussi en questionnement permanent, il va de soi, alors qu'elles se pratiquent en tout lieu, librement ou clandestinement, qu'il n'y a pas d'espace et de temps réservé à leur exercice, et que, sans le savoir, certains et certaines, soucieux du développement des enfants et des adultes, les pratiquent très bien.

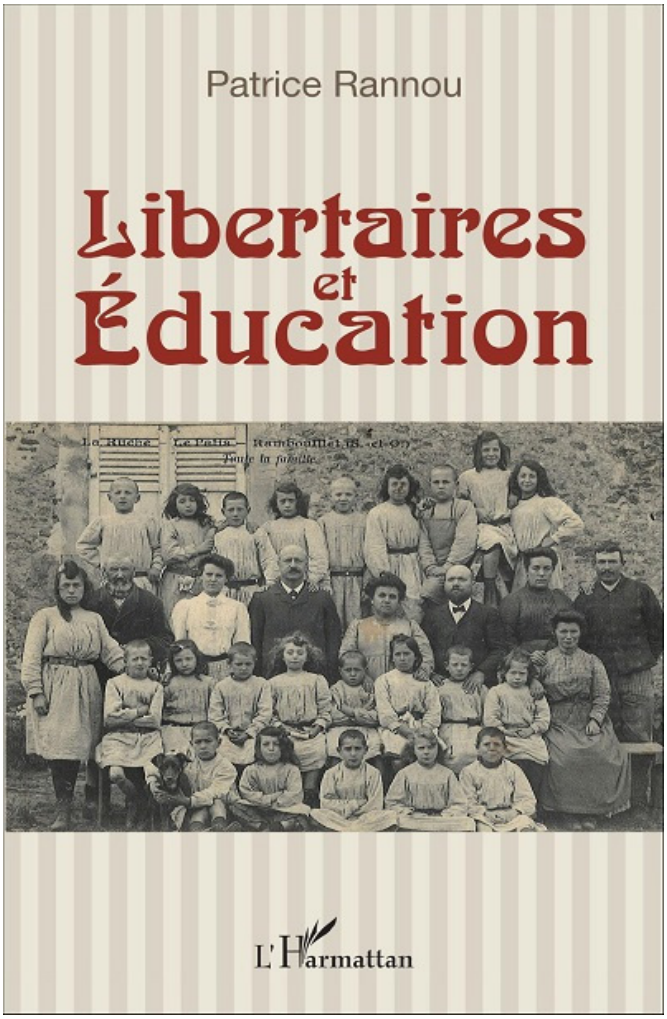
C'est pourquoi, peuvent s'en revendiquer l'équipe de Bonaventure, celle du lycée autogéré de Paris et d'ailleurs ou des individus isolés ; qui dans une classe Freinet, qui dans le cadre de la pédagogie institutionnelle, qui dans une ZEP, qui en formation d'adultes.

La pédagogie libertaire, comme le prolétariat, n'a pas de patrie.

Hugues Lenoir

article paru dans la revue Les Temps maudits et dans le Monde Libertaire

(1) Toutes ces citations sont extraites de l'article « Éducation « de E. Delaunay dans l'Encyclopédie anarchiste.
(2) Cité par J-M Raynaud. rare ta gueule à la révo. Éditions du Monde libertaire. Paris. 1987. p 191.
(3) idem. p 209.
(4) ARobin, cité par N. Bremand in Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de jules Ferry. Éditions du Monde libertaire. Paris. 1992.



Le dogme religieux est d'enjeu politique

Par-delà le constat effectif du phénomène de l'omniprésence religieuse, comment pourrait-on expliquer rationnellement son relatif succès universel ? Il est vrai que ce succès est facilement constatable par tout un chacun, atteignant ainsi notre état conscient : de fait, les religions, a fortiori le judaïsme, le christianisme et l'islam, ont marqué de leur empreinte l'Histoire récente et persistent dans ce sens. Si constater les faits est une étape primordiale en tous domaines, analyser et questionner leurs ressorts profonds en est une autre.

Où la religion trouve-t-elle donc sa source la menant à une telle reconnaissance, à tant de fidèles ? L'esquisse de réponse formulée dans le développement qui suit tend à mettre en lumière la puissance de ces ressorts profonds, assurant par là même la pérennisation de ce succès universel ; elle évoque également la lucidité – que l'on peut a minima qualifier de malveillante – de ceux qui ont su imposer les dogmes religieux.

Foncièrement parlant, quelle différence marquée établir entre la croyance en Dieu et la croyance en la théière de Russell ou celle du père-noël, pour ne citer qu'elles ? Toutes ont comme dénominateur commun l'absence totale de preuve avérée de l'existence de leur objet respectif. Pourtant, la théière, personne n'y croit, cela semble insensé, voire un tant soit peu provocateur au vu de l'absurdité de la chose. Pour le père-noël, tout enfant livré à l'imaginaire de ce récit est poussé à y croire sincèrement, jusqu'au jour où l'absurde, une fois encore – si tant est que les parents n'ont pas brisé le doux rêve de l'enfant un peu plus tôt – rattrape chacun de nous pour nous (r)amener à la raison. Au cœur de ces innombrables croyances se greffe la fameuse croyance divine, qui a contrario, est parvenue à se faire une place, malgré la diversité de formes qu'elle peut prendre. Comment une imagination fondamentalement tout aussi absurde que les exemples précités peut-elle bien se démarquer de la sorte ?

Abordons les idées les unes après les autres et intéressons-nous d'abord à la politique et à ce que ce mot recouvre. Revoir les contours de ce terme constitue les prémices du présent développement afin de cerner les mécanismes d'ordre politique mis en jeu dans la naissance des religions par leurs instigateurs. De façon originelle, très simplement, la politique pourrait être définie comme suit : l'organisation d'une société ayant pour vocation d'offrir du sens à celle-ci, l'aboutissement de ce qui nous détermine, à savoir nos valeurs et nos représentations, avec in fine, la possibilité d'un vivre ensemble.

Parallèlement à cela, comment naît une croyance et de surcroît une religion ? C'est indéniablement l'émission d'une idée fondatrice, l'idée d'une divinité omnipotente qui serait source de nos vies, qui émerge à partir de l'imaginaire d'un individu. Ce dernier, à l'image des prophètes bien connus des différents monothéismes, fait habilement et stratégiquement part de son idée à partir d'arguments aux apparences solides et manifestement puissants.

De là, cet imaginaire se développe et se démocratise au sein d'un peuple, parfois même pour finir par s'exporter. Invoquons l'exemple du prophète Mahomet : l'expansion de son dogme fut tumultueux mais avec le temps efficace. Son décès donna immédiatement lieu à une lutte acharnée liée à la revendication multilatérale du califat, un scénario digne d'une campagne politique offrant un poste hautement convoité. Cette façon d'envisager l'origine d'une croyance est certes très succincte et peut paraître bien simpliste. Pourtant, n'est-ce-pas la dynamique logique mise en jeu dans le cadre du développement d'une croyance originellement individuelle tendant par la suite à être partagée ?

Pour illustrer ce propos, les trois grands monothéismes font office d'archétype. Leurs prophètes respectifs en sont la source par la génération d'une idée relevant de leur imaginaire personnel. La démocratisation de la croyance issue de cet imaginaire ne peut cependant pas être envisagée comme une simple dynamique naturelle.

Elle s'appuie sur une motivation, la volonté du prophète – qui ne porte pas ce nom pour rien d'ailleurs – de marquer le peuple si ce n'est plus de son empreinte : l'obtention d'une forme de pouvoir et d'influence. Mieux encore, ces trois prophètes ont réussi cette grande supercherie qu'est celle de marquer l'Histoire humaine, tout au moins une partie de celle-ci. Remémorons-nous l'œuvre souvent at-

tribuée au baron d'Holbach intitulée Le Traité des Trois Imposteurs : il y est fait état de ces trois prophètes à l'esprit manipulateur et au fort pouvoir d'influence face à des individus souvent ignorants. Mais alors d'où découlerait cette motivation d'avancer une croyance associée à un texte sacré afin d'acquérir du pouvoir ? Pourquoi la foi en Dieu a pu leur apparaître et se confirme comme étant si efficace ?

Le parallèle avec la politique prend alors son sens. Notons d'abord que celle-ci s'exerce notamment à partir de nos connaissances, du progrès technique et scientifique, l'amenant à se remodeler de façon permanente pour répondre aux enjeux du moment.

La politique est ainsi en constant remaniement au gré de ces avancées. La façon la plus aisée de se le représenter serait d'imaginer une découverte fulgurante qui permettrait à l'Homme d'identifier avec certitude ce qui l'attend après la mort. Mécaniquement, l'ethos individuel et social s'en trouverait chamboulé. Les comportements et représentations subiraient une transformation complète, avec une remise en question de la place que nous tenons au sein de nos sociétés et du monde. Une remise en question simple de nos conditions d'existence et par voie de conséquence des orientations et choix politiques appliqués aux sociétés.

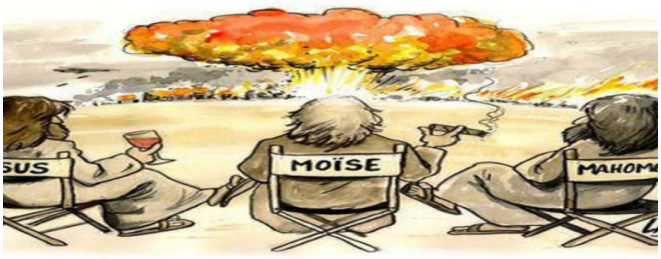
Politique et religions du Livre ont ainsi des ambitions très semblables voire similaires. Mais une nuance les distingue et s'impose : la religion offre à ses fidèles les réponses aux ultimes questions, sous prétexte d'apports de type thaumaturgiques par les prétendues révélations. Ces ultimes questions centrées sur la compréhension de la condition humaine dans son environnement, ainsi que sa destinée et la crainte intemporelle de ce qui attend chacun d'entre nous après cette mort, ont la particularité d'être abordées, traitées et dénouées par ces religions. Cette puissante machinerie aux traits politiques assure de fait un pouvoir durable et maximal sur ses fidèles, notamment convaincus d'être en quelque sorte les héritiers et nouveaux détenteurs du sort attendu pour l'Homme. En prétendant régler ces questionnements, la religion s'empare des consciences individuelles des croyants, pour in fine définitivement leur confisquer la part d'inconnu qui réside en chacun de nous à la naissance.

Nous pouvons alors clairement se représenter cet appareil dogmatique comme un instrument de privation de liberté – au sens d'autonomie intellectuelle. L'individu, avec sa conscience et son auto-réflexion, se retrouve pris en otage par une pluie de réponses infondées mais suffisamment persuasives et convaincantes.

Les religions jouissent d'autre part du partage en groupe des croyances qu'elles véhiculent. Cette force véhiculée est non négligeable : la grégarité instinctive de l'Homme, suscitée par l'effet communautaire, refait alors surface. La croyance partagée est donc aussi l'assurance d'une forme de solidarité protectrice ou sécurisante façonnée par l'instinct grégaire. L'« instinct grégaire individuel » dont Nietzsche faisait l'éloge, par opposition au respect de coutumes quelles qu'elles soient manifestant une obéissance aveugle, trouve ici un champ d'application intéressant.

Partant de ce constat, conscientisons et prenons acte de ces puissants ressorts fondateurs et nourrisseurs des religions, dans l'optique de préserver notre liberté fondamentale par la négation de dogmes absurdes. Faisons l'éloge de l'« esprit libre » et refusons de nous soumettre à des codes fixés arbitrairement ; a fortiori lorsqu'ils ont quatorze siècles d'ancienneté, ou plus, et qu'ils nous proviennent de prophéties tombées du ciel...

Léo



Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com